

Questions orales

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE TRANSFERT D'UN DÉTENU

M. Fernand Jourdenais (La Prairie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. En fin de semaine dernière, et même encore jusqu'à hier, le territoire de la Communauté urbaine de Montréal connaissait la plus longue prise d'otage de son histoire. Celle-ci était effectuée par Réjean Mathurin, individu condamné à vie pour deux meurtres, et cela il y a moins de deux ans, et considéré comme très dangereux; il était détenu à l'Institut Leclerc lors de son évasion.

Est-ce que le ministre peut dire à la Chambre s'il a l'intention de faire enquête sur le sujet afin de savoir pourquoi cet individu a très tôt été transféré d'un pénitencier à sécurité maximum où les murs extérieurs sont en béton à un pénitencier à sécurité médium où les clôtures extérieures sont en broches?

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît, la question est suffisamment longue.

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, la réponse est oui. En pareil cas, le Service correctionnel entreprend immédiatement une enquête intérieure. Pareille enquête est en cours à l'heure actuelle et nous comptons en recevoir les conclusions d'ici deux à trois semaines.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—LES MESURES BUDGÉTAIRES

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Ces derniers mois, le gouvernement a proposé plusieurs modifications budgétaires, notamment en ce qui concerne les allocations familiales, modifications qui feront que les familles à revenu moyen vont verser \$3,500 d'impôt de plus tandis que les familles riches vont voir leurs impôts augmenter de seulement \$1,125. Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de réduire le déficit aux dépens des Canadiens à moyen et faible revenus?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est incroyable comme les députés ont la mémoire courte. Je rappellerai au député que les allocations familiales n'ont été indexées au coût de la vie qu'en 1973. En 1976, l'indexation a été suspendue pour toute l'année.

Mme Copps: C'est John Turner qui les a indexées.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Un instant. Le 1^{er} janvier, lorsque le député de Bay Street était ministre des Finances...

Mme Copps: C'est vous qui êtes le député de Bay Street.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Il ne parlait pas de vous.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le ministre n'est pas sans savoir, je crois, que pareille allusion est déplacée.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le 1^{er} janvier 1979, les allocations familiales ont été réduites de 20 p. 100, puis à nouveau de 6 et 5 p. 100 en 1983.

Ce que je veux faire valoir, c'est qu'il n'y a pas plus sainte nitouche que le député d'en face, comme on commence à s'en rendre compte un peu partout.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le gouvernement précédent s'en est maintes fois pris aux allocations familiales. Nous avons décidé d'en réduire le taux de croissance mais, en même temps, nous avons considérablement augmenté le crédit d'impôt-enfant pour que les plus nécessiteux en soient les principaux bénéficiaires.

Des voix: Bravo!

[Français]

ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE RENCONTRE LES FAMILLES QUÉBÉCOISES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question porte sur le même sujet. On a vu le ministre des Finances nous faire la même «follerie» qu'il a faite aux personnes âgées, et il a été obligé de s'en excuser par la suite.

Ma question au très honorable premier ministre est celle-ci: Les groupes qui représentent les familles québécoises veulent savoir si vous êtes prêts à les rencontrer pour modifier votre...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! Je voudrais vous entendre poser une question.

M. Malépart: Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Je sais qu'il fait semblant de ne pas m'écouter car il ne veut pas y répondre. Ses conseillers lui ont dit de ne pas le faire.

Monsieur le premier ministre, les groupes qui représentent les familles québécoises au Québec m'ont demandé de vous demander aujourd'hui si vous seriez prêt à les rencontrer afin de modifier votre système d'allocations familiales? Ils ne veulent pas perdre les 55 millions de dollars que vous voulez leur enlever.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai rencontré des familles québécoises dans la circonscription de Manicouagan hier qui, elles, étaient très fières de la création de 284,000 nouveaux emplois dans l'espace de 11 mois par ce gouvernement, du fait que les taux d'intérêt ont baissé de 2,75, que l'inflation est à son plus bas depuis 1971, que la confiance des investisseurs a monté de 12 p. 100 et que le nombre des constructions immobilières est majoré de 26 p. 100.